

Rwanda : La justice rend un arrêt mitigé contre deux femmes journalistes

Reporters sans frontières, 6 avril 2012 Rwanda : Sentiment mitigé après la réduction des peines contre deux journalistes femmes d'Umurabyo Le 5 avril 2012, la Cour suprême du Rwanda a réduit à quatre ans et trois ans les peines de prison à l'encontre de la directrice du bimensuel privé Umurabyo, Agnès Uwimana Nkusi, et de l'une de ses journalistes, Saidat Mukakibibi. Les deux femmes, détenues depuis le 8 juillet 2010, avaient initialement  cop  de 17 ans et 7 ans de prison, pour "incitation à la désobéissance civile", "divisionnisme" et "négation du génocide".

"Nous accueillons le verdict de la Cour suprême avec un sentiment mitigé. La réduction des peines prononcées contre Agnès Uwimana Nkusi et Saidat Mukakibibi est réconfortante au vu de la sévérité des peines initiales, mais c'est en réalité une fausse bonne nouvelle. Depuis le jour de leur arrestation, nous répétons que ces deux femmes doivent être libérées et les charges retenues contre elles annulées", a déclaré l'organisation, qui est particulièrement inquiète pour Agnès Uwimana dont l'état de santé est incompatible avec un séjour prolongé en prison. "Les timides débuts de r fo dont se targuent les autorités de Kigali à nouvelle loi sur la liberté de la presse en discussion au Parlement et projet de réforme de l'ORINFOR à n'apporteront pas grand-chose à la liberté de l'information tant que des journalistes seront maintenus en prison pour leurs opinions", a ajouté Reporters sans frontières. La Cour suprême a reconnu Agnès Uwimana coupable de deux chefs d'accusation : "atteinte à la sûreté de l'Etat", pour lequel elle écope d'une peine de trois ans de prison ferme, et "diffamation" contre la personne de Paul Kagam , qui lui vaut un an supplémentaire. Saidat Mukakibibi est jugée coupable d'"atteinte à la sûreté de l'Etat" et écope donc de trois ans ferme. Les deux femmes ont à acquittées de deux autres chefs d'accusation, la "minimisation du génocide" des Tutsis de 1994 et l'"incitation à la division". Pour le président de la Cour suprême, Sam Rugege, le parquet n'a pas pu fournir des éléments qui composent le crime de "minimisation du génocide". La Cour suprême a en revanche rejeté la demande formulée par la défense de voir les peines de prison transformées en sursis.